

## L'enjeu de la commune, grand absent des discours

Page 3

## LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Quatorzième année - N° 4313 - Mardi 31 octobre 2017 - Prix : 10 DA

Oran /Près de l'Île Plane

Renflouage  
d'un filet fantôme  
long de 190 m

Page 24

Production agricole

## Des rendements en hausse prévus

Page 2

## Les paris perdus kurde et catalan

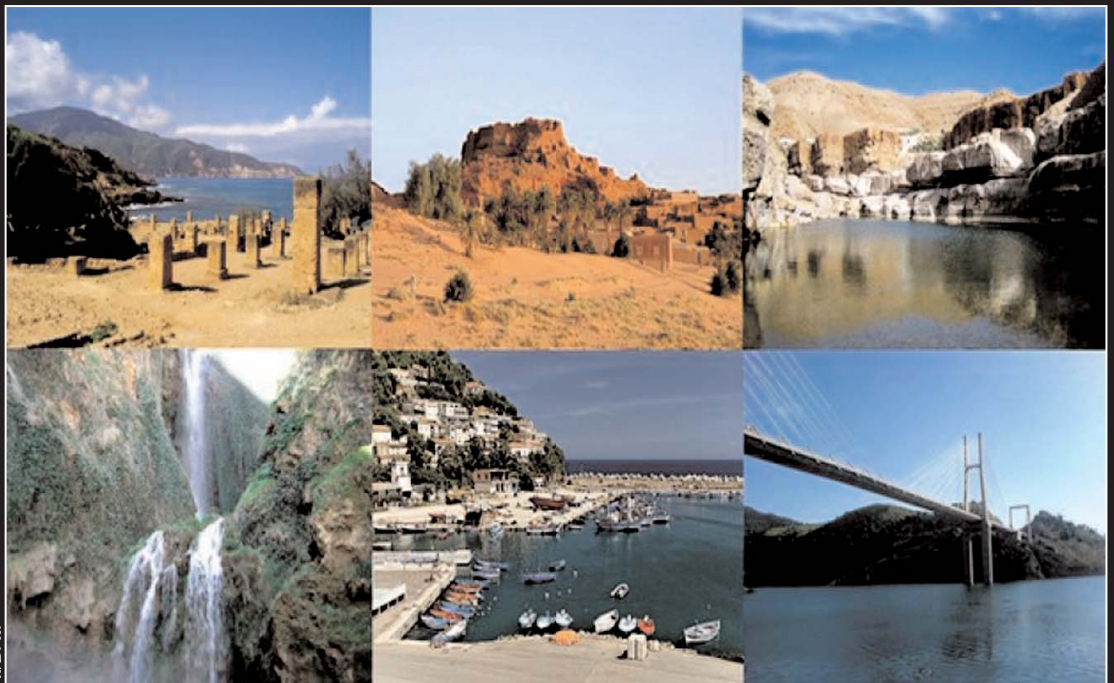
Par Mohamed Habili

Entre les forces relevant d'Erbil et celles de Bagdad on peut dire que tout a été fait, des deux côtés d'ailleurs, encore qu'il semble qu'il y ait eu en cela plus de mérite de la part des premières, pour qu'il n'y ait ni affrontements ni effusion de sang. Et pourtant il y a eu les deux à la fois. Peut-être même n'est-ce pas encore fini. Les peshmergas n'ayant pas quitté toutes les positions qu'ils doivent abandonner aux unités irakiennes, des incidents sont susceptibles de se produire de nouveau. On n'imagine toutefois pas que ce soient les forces irakiennes qui pour éviter les affrontements en viennent à céder du terrain, comme l'ont fait et probablement feront encore les peshmergas. Depuis le début, il n'était pas question pour les Kurdes de faire sécession à n'importe quel prix, bien qu'il soit arrivé à leur président Messaoud Barzani de déclarer qu'il n'y avait pas de prix que lui et les siens ne seraient pas prêts à payer pour l'indépendance. En fait, les Kurdes n'ont pas fait un seul pari mais deux. D'une part celui de la répugnance de Bagdad à les déloger par la force des terres en litige, ou plus exactement des terres dont ils s'étaient emparés en 2014, à la faveur de la débandade de l'armée irakienne devant les colonnes de Daech surgissant de la frontière syrienne. Et de l'autre, du soutien forcé des Américains, croyant peut-être que ces derniers étaient dans le fond sur les mêmes sentiments qu'Israël.

Suite en page 3

Le secteur peine à sortir de la logique de régression

## Les recettes du tourisme restent faibles



Le ministre du Tourisme et de l'Artisanat, Hassan Mermouri, a affirmé, à Alger, que les recettes de l'activité touristique, estimées à 330 millions de dollars, soit un taux de 1,4% du PIB, étaient «faibles» au vu «des énormes potentialités» de l'Algérie et en comparaison avec les pays voisins. Lire page 2

Route algérienne

Les bilans meurtriers  
demeurent inquiétants

Page 4



Salon international du livre d'Alger

Forte présence  
des écrivains algériens

Page 13

Le secteur peine à sortir de la logique de régression

# Les recettes du tourisme restent faibles

■ Le ministre du Tourisme et de l'Artisanat, Hassan Mermouri, a affirmé, à Alger, que les recettes de l'activité touristique, estimées à 330 millions de dollars, soit un taux de 1,4% du PIB, étaient «faibles» au vu «des énormes potentialités» de l'Algérie et en comparaison avec les pays voisins.

Par Meriem Benchaouia

L'importance du tourisme sur le plan économique n'est plus à démontrer. Désormais, ce n'est plus un choix, c'est un impératif. Il constitue une ressource alternative aux hydrocarbures en tant que ressource épuisable. Mais ce secteur est actuellement en crise, et ce, en dépit de la grande diversité du territoire algérien qui permet d'établir des zones d'expansion touristique dans pratiquement toutes les régions. Cependant, l'Algérie fait figure de «petit Poucet» qui a l'ambition de conquérir une place parmi les géants touristiques. Elle en a les potentialités. Conscients de cet état de fait, les pouvoirs publics en charge du secteur espèrent renverser la tendance dans les toutes prochaines années. Pour sa part, le ministre du Tourisme et de l'Artisanat, Hassan Mermouri, a affirmé, à Alger, que les recettes de l'activité touristique, estimées à 330 millions de dollars, soit un taux de 1,4% du PIB, étaient «faibles» au vu «des énormes potentialités» de l'Algérie et en comparaison avec les pays voisins. Il a indiqué, dans ce sens, que les «énormes potentialités» qu'offrait le secteur du Tourisme et de l'Artisanat «demandaient à être exploitées pour réaliser le développement économique hors hydrocarbures et garantir des postes d'emploi permanents», soulignant que «le



Hassan Mermouri, ministre du Tourisme

nombre des postes d'emploi assurés par le secteur avait atteint à ce jour 800 000 postes». Soulignant que le budget alloué à son secteur au titre du PLF 2018 s'élevait à 5,3 milliards de dinars, M. Mermouri a précisé que le programme du secteur s'appuyait essentiellement sur «la récupération des terres situées dans les zones d'expansion touristiques (ZET) à haute valeur touristique et leur aménagement en vue de désenclaver certaines régions, ouvrir de nouveaux circuits touristiques et réa-

liser des plans d'aménagement touristique, outre l'élaboration d'études pour la localisation des sites du foncier touristique», estimés à «225 sites». «Le plan sectoriel de développement touristique a arrêté un train de mesures avec la participation des parties concernées, à travers l'adoption d'une méthodologie claire, efficace et réaliste pour la réalisation des projets, en évitant les problèmes qui freinent la dynamique d'investissement au niveau des ZET», a expliqué M. Mermouri, rappelant, dans ce

cadre, «la simplification de plusieurs procédures au profit des investisseurs». Mentionnant que le secteur comptait 1 242 établissements hôteliers d'une capacité de 108 611 lits au niveau national, outre la réalisation sur le court terme de près de 30 000 nouveaux lits en vue d'atteindre 300 000 lits au cours de la prochaine décennie, le ministre a fait état de la validation de 1 844 projets pour la réalisation de 243 000 nouveaux lits entre 2017-2019. Concernant la modernisation de l'administra-

tion pour faciliter les investissements, M. Mermouri a mis en avant l'importance d'«introduire la numérisation et de soutenir l'utilisation des nouvelles technologies de l'information et de la communication, à travers la mise en place d'un réseau de communication intégré au niveau de tous les hôtels publics et privés», insistant sur «l'importance de la promotion pour attirer les touristes tant nationaux qu'étrangers, eu égard de la situation sécuritaire stable de l'Algérie». Le ministre a appelé, dans ce sens, les agences de voyages et de tourisme au sérieux et au professionnalisme pour attirer les touristes, soulignant l'importance de consolider la formation dans les différentes spécialités et métiers afin d'améliorer les prestations. M. Mermouri a mis l'accent également sur la nécessité de mener des campagnes de sensibilisation afin de changer les mentalités et consacrer une culture touristique au sein de la société et de garantir les infrastructures pour assurer un équilibre entre l'offre et la demande et faire baisser les prix. Par ailleurs, le ministre a estimé nécessaire la révision des lois régissant l'activité touristique, faisant état de l'actualisation prochaine du plan d'orientation de l'aménagement touristique suivant les exigences de la conjoncture et conformément aux normes internationales en la matière.

M. B.

Production agricole

## Des rendements en hausse prévus

Lors d'une séance d'audition devant la Commission des finances et du budget de l'Assemblée populaire nationale (APN) dans le cadre de l'examen du projet de loi de finances 2018, le ministre de l'Agriculture, Abdelkader Bouazgui, a livré ses estimations de rendements pour la production des céréales, de la pomme de terre, des viandes rouges et de la production de la pêche. En effet, une sensible augmentation de la production agricole dans les filières stratégiques est prévue à court terme, selon le ministre de l'Agriculture, Abdelkader Bouazgui. Le ministre a précisé que les prévisions de son département ministériel augurent d'une hausse de la production des céréales à 53 millions de quintaux contre 34 millions actuellement et de la pomme de terre de 47 millions de quintaux actuellement à 69 millions.

Il est prévu également une augmentation du volume de la production dans la filière des viandes rouges de 5 millions de quintaux à plus de 6 millions, de même pour la production de la pêche qui connaîtra une hausse de 102 000 à 200 000 tonnes.

Ces prévisions ont été établies sur la base des moyens de production actuels et l'amélioration prévue de leur exploitation, a fait savoir le ministre. Cette augmentation de la production permettra de stopper l'importation dans les quelques



années à venir concernant tous les produits agricoles, à l'exception des céréales et du lait qui requièrent plus de temps avant d'atteindre l'autosuffisance. M. Bouazgui a précisé, dans ce cadre, que la feuille de route élaborée pour stopper les importations de céréales reposait essentiellement sur l'élargissement de la superficie des terres irriguées afin d'augmenter la récolte, prévoyant un élargissement à court terme de cette superficie de 200 000 à 600 000 hectares sur une superficie glo-

bale de 3,5 millions d'hectares réservée à la culture des céréales en Algérie. La production nationale actuelle couvre plus de 70% des besoins du marché local en produits agricoles.

La hausse de la production agricole dans le pays sera accompagnée d'un développement des activités relatives à la transformation, le stockage et le refroidissement, outre un renforcement des systèmes de régulation et de distribution, a fait savoir le ministre qui a souligné que

les préparatifs étaient en cours pour la mise en place d'une base stratégique pour l'exportation systématique des produits agricoles.

M. Bouazgui a estimé que la sécurité alimentaire constituait une «préoccupation quotidienne pour le gouvernement qui a consenti tous les efforts afin d'augmenter la production et garantir l'autonomie alimentaire pour certains produits stratégiques».

Pour atteindre ces objectifs, la stratégie du secteur agricole repose sur l'encouragement des grands investissements privés et l'élargissement de la superficie des terres irriguées de 1,26 million d'hectares à 2 millions d'ici à trois ans, a indiqué le ministre.

S'agissant du budget du secteur dans le cadre de la loi de finances 2018, près de 250 milliards de dinars ont été mobilisés dont 7 milliards consacrés à l'équipement, 30 milliards à la gestion et 30 milliards aux fonds du secteur, tandis que le reste sera utilisé pour couvrir des écarts entre le prix d'achat sur le marché international et le prix subventionné du lait et du blé (149 milliards pour les céréales et 32 milliards pour le lait). Le projet de loi de finances prévoit plusieurs mesures visant à soutenir et organiser la production agricole dont la suppression de la taxe sur la valeur ajoutée concernant l'orge.

Louiza Ait Ramdane

Campagne électorale

# L'enjeu de la commune, grand absent des discours

■ Si l'intention des partis politiques à travers la campagne électorale qu'ils mènent depuis avant-hier en prévision des élections locales du 23 novembre qui revêtent des enjeux locaux majeurs, est de restaurer la confiance des électeurs et les réconcilier avec la politique, les prestations fournies jusque-là sont loin de parvenir à cet objectif.

Par Lynda Naili

À u deuxième jour de la campagne électorale en prévision du double scrutin du 23 novembre, les chefs de partis et de formations politiques ont tenu leurs premiers meetings populaires en guise de lancement officiel de la course aux sièges des Assemblées locales de wilaya et communales, sauf qu'aucun d'eux n'a jugé utile de communiquer clairement le contenu intégral de son programme électoral qui permettra aux électeurs d'en prendre connaissance et donc de se prononcer le jour «J».

A ce titre, après avoir défendu «la compétence avérée» de leurs candidats portés sur les listes électorales avec comme arguments leur niveau universitaire et autre expérience dans leurs capacités de gestion, les chefs de partis se sont contentés de déverser des généralités d'ordre social, économiques et politique, occultant ainsi ce qui devait constituer la première information à communiquer aux électeurs, en l'occurrence les détails ou du moins les grandes lignes de leurs programmes supposés être de véritables projets de société à proposer devant améliorer les conditions socio-économiques des citoyens, voire même d'opérer «le changement pacifique» qui désormais est devenu un slogan électoral susceptible d'attirer les voix des électeurs, notamment celles des jeunes. Ainsi, les enjeux économiques et sociaux étant franchement escamotés au profit des batailles politiciennes durant ces premiers meetings, les patrons de partis politiques, affichant la «confiance» et l'ambition de «rafler la majorité absolue des sièges» pour certains, et le maximum pour d'autres, ont surtout



évoqué un programme inscrit «en droite ligne du programme du président de la République», «complet, réalisable sur le terrain», s'articulant autour «des préoccupations quotidiennes des citoyens», aspirant «à bâtir une Algérie forte basée sur la justice sociale et le respect des lois et de la Constitution», ou encore un programme défendant «les principes de l'unité du pays et de la souveraineté nationale», «la préservation des valeurs nobles des martyrs de la révolution nationale», passant par l'appel «au vote massif» et «l'importance de l'acte de vote», «la transparence des élections», «la lutte contre corruption», la «juste répartition des ressources nationales... Autant de discours aguichants et prometteurs à la limite du populisme qui éloignent les citoyens de l'acte de vote et dont l'électeur se passerait volontiers, en ce sens où ses premières préoccupations restent celles d'un logement décent, d'un accès véritable aux soins, d'une meilleure scolarité pour ses enfants et d'un emploi pour les

milliers de diplômés au chômage, d'un pouvoir d'achat affaibli par l'inflation des prix de produits de consommation en augmentation continue, un environnement plus propre, des espaces culturels devant surtout récupérer une jeunesse exposée au phénomène de la drogue...

En outre, d'autres partis politiques, somme toute plus conscients des enjeux réels des élections locales, plaçant la municipalité au cœur du développement économique et de la cohésion sociale, ont soulevé «la nécessité de donner plus de prérogatives aux Assemblées locales et libérer l'initiative d'entreprendre et de création de richesse». C'est ainsi que Seddik Chihab, porte-parole du Rassemblement national démocratique (RND), plaçant depuis Boumerdes pour un développement territorial équilibré à même de revitaliser l'économie au niveau local, a insisté sur la nécessité de réviser les codes communal et de wilaya «en donnant plus de prérogatives aux Assemblées locales et libérer

l'initiative d'entreprendre et de création de richesse». Une plaidoirie à laquelle se joindra Amara Benyounés, président du Mouvement populaire algérien (MPA), qui depuis Tamanrasset où il a animé un meeting populaire, a défendu la récupération de la totalité des attributions de l'élu et de mettre un terme à l'ingérence de l'administration. Ce qui, selon lui, permettra de «dynamiser le rôle de l'élu» pour «mener à bien sa mission et contribuer à la satisfaction des attentes des électeurs». Dans cette lignée, Abdelaziz Belaid, président du front Al-Moustakbal, a pour sa part suggéré la nécessité d'impliquer les associations de quartiers et des villages dans la sélection des projets à réaliser avant leur inscription dans les programmes de développement et d'inclure les associations habilitées dans le suivi de la réalisation des projets de développement.

Cette échéance électorale, bien que locale, constitue un enjeu national majeur. En ce sens où elle doit assurer à la collectivité locale son plein développement économique, social et culturel, bâti sur l'écoute directe et permanente des élus afin de gérer en continu des problèmes quotidiens des citoyens, dans la mesure où ils doivent être capables de définir des visions et de fixer des orientations dans ce sens. C'est en tout cas ce qui est à espérer de ce rendez-vous électoral, duquel est attendu l'émergence d'une nouvelle élite, responsable et bien formée, à même de régler le problème urgent de la gouvernance qui mettra fin, à terme, à l'incompétence et la mauvaise gestion dont est souvent taxée la commune, qui pourtant devrait constituer le maillon fort du développement national. L. N.

## LA QUESTION DU JOUR

## Les paris perdus kurde et catalan

Suite de la page une

Leur politique du fait accompli a échoué sur les deux plans. Comme ils ne pouvaient pas en être sûrs et certains par avance, ils ont tenté le coup, quitte à devoir ensuite battre en retraite, une fois la preuve faite que leur calcul était faux. La décision prise par Barzani de ne pas rester au pouvoir, décision devant, comme par hasard, prendre effet le jour même où se termine son temps à la tête de la province, devrait tourner la page de cette tentative avortée d'indépendance. En dépit de ce que le pari catalan a de commun avec le fait accompli kurde, on ne sait toujours pas s'il va se terminer pour l'essentiel de la même façon. Il ne s'est pas encore passé suffisamment de temps depuis la proclamation d'indépendance en Catalogne pour qu'on sache à quoi s'en tenir. Mais ce que l'on sait déjà, et notamment l'appel à la désobéissance civile de son président, Carles Puigdemont, bien qu'aussi contourné que sa première déclaration d'indépendance, donne à penser que la violence ne sera pas entièrement évitée, pas plus qu'elle ne l'a été tout compte fait en Irak. Tout dépend à cet égard de la réaction des fonctionnaires catalans quand arriveront ceux envoyés par Madrid pour leur donner des ordres. Obéiront-ils à ces derniers, ou leur préféreront-ils ceux que leur donneront les membres du gouvernement séparatiste ? On ne le sait pas encore. Le plus probable toutefois est que dans un premier temps, ce sont ces derniers qu'ils écouteront, du moins pour ceux d'entre eux qui ont voté pour l'indépendance. Madrid a déjà remplacé le chef de la police, mais par son adjoint, on dirait pour adoucir cette première potion amère administrée par ses soins. Or il n'y a pas que la réaction des fonctionnaires à prendre en compte, il y a aussi la foule nombreuse des séparatistes dont la mobilisation n'est pas encore tombée, à supposer qu'elle le soit bientôt. Tout cela pour dire que l'Espagne est encore loin d'avoir surmonté son mal catalan, d'autant plus sérieuse qu'il porte en lui rien moins que les germes de son implosion. M. H.

Benghabrit s'entretient avec son homologue chinois

## «Donner à la langue chinoise sa place parmi les langues étrangères»

La ministre de l'Éducation nationale, Nouria Benghabrit, a eu hier, au siège de l'Unesco à Paris, un entretien avec son homologue chinois, Chen Baosheng, en vue de renforcer la coopération des deux pays dans le secteur éducatif. Au cours de l'entretien, qui s'est déroulé en marge de la 39<sup>e</sup> session de la Conférence générale de l'Unesco et en présence de l'ambassadeur d'Algérie en France, Abdelkader Mesdouda, les deux ministres ont échangé des vues sur les expériences des deux pays en matière d'éducation et examiné la nécessité de renforcer la coopération bilatérale, notamment en ce qui concerne l'enseignement des

mathématiques, des sciences et la compréhension de l'écrit. «Notre rencontre avec le ministre chinois nous a permis d'abord d'examiner les résultats de ce qui se passe dans les compétitions internationales sur les acquis scolaires en matière de compétences en mathématiques, en sciences et dans la compréhension de l'écrit», a indiqué M<sup>me</sup> Benghabrit dans une déclaration à la Chaîne III de la Radio nationale et à l'APS, à l'issue de l'entretien, soulignant que le monde asiatique occupe la première place sur ces compétitions. Elle a ajouté que des réponses «ont été fournies par la partie chinoise sur les efforts faits en matière d'améliora-

tion des programmes scolaires, à travers non seulement les curriculums (cheminement d'un étudiant à l'intérieur d'un projet éducatif), mais aussi à travers la formation des enseignants». «Chez nous, on a pris pratiquement presque vingt ans pour renouer avec une position principale des mathématiques dans l'éducation et dans l'enseignement», a-t-elle précisé, affirmant qu'avec les mathématiques «nous pouvons accéder non seulement à toutes les disciplines, c'est également un moyen d'ouverture sur l'innovation, une des composantes importantes du dynamisme économique de la Chine d'aujourd'hui», a-t-elle encore dit. Par ailleurs, la

ministre de l'Éducation nationale a indiqué que les deux parties ont abordé la possibilité en Algérie, où il y a une présence importante de la communauté chinoise, de s'ouvrir sur les langues étrangères avec l'enseignement, dans le cycle secondaire, de la langue chinoise par le biais de la coopération avec la Chine. «Nous avons conclu la nécessité du renforcement de la coopération bilatérale en matière d'éducation et des invitations ont été mutuellement adressées», a-t-elle annoncé. Elle a rappelé que l'enseignement de la langue chinoise «est un projet qui est inscrit et notre objectif est d'ouvrir les horizons sur les langues étrangères», fai-

sant remarquer que les élèves algériens «sont très friands d'aller expérimenter d'autres espaces». «Pour nous, il s'agit de donner à la langue chinoise sa place dans la configuration des langues étrangères», a-t-elle conclu. Président de la délégation algérienne, M<sup>me</sup> Benghabrit participe aux travaux de la 39<sup>e</sup> session de la Conférence générale de l'Unesco, ouverte hier à Paris et qui s'étalera jusqu'au 14 novembre.

L. M.

Route algérienne

# Les bilans meurtriers demeurent inquiétants

■ *Le bilan est toujours aussi lourd. Cette semaine encore, les chiffres qu'avance la Protection civile prouvent l'inconscience des conducteurs algériens des dangers de la route. Les accidents se suivent et les questions sans réponses se posent : pourquoi autant de laisser-aller derrière le volant ?*

Par Thinhinene Khouchi

En Algérie, le niveau de mortalité routière est le plus élevé au monde. Ce classement n'enchanté personne mais le conducteur algérien semble vouloir garder ce haut niveau en la matière. En effet, chaque jour les bilans meurtriers de la route, qu'avance la Protection civile, demeurent surréalistes. Les causes sont très claires, la majorité des conducteurs les connaissent. Le gouvernement multiplie chaque année les mesures pour mettre fin à ce phénomène, mais rien n'y fait, le bilan demeure lourd. Dans le cadre des accidents de la route en Algérie, les causes humaines arrivent loin devant les causes météorologiques ou techniques. La plupart du temps c'est à une combinaison de causes à laquelle l'on assiste. Le facteur humain apparaît donc dans plus de 90% des accidents de la route corporels. Les accidents purement techniques sont rarissimes. Les



causes humaines les plus fréquentes sont la vitesse, présente dans 31% des accidents mortels, la fatigue ou la somnolence dans

près de 8% des accidents mortels. La distraction est aussi un facteur humain d'accident de la route. Cette semaine encore, la

Protection civile a donné son verdict : la route algérienne demeure l'une des plus périlleuses au monde, et le conducteur algérien

l'un des plus stressés derrière le volant et le plus dangereux. En effet, à la sortie sud de la localité de Hassi-Lefhal (130 km de Ghardaïa), trois personnes ont trouvé la mort et sept autres ont été grièvement blessées dans un accident de la circulation survenu hier en début de matinée, a-t-on appris des services de la Protection civile. L'accident s'est produit sur le tronçon de la RN-1 reliant Ghardaïa à El-Menea, lorsqu'un véhicule touristique est entré en collision frontale avec un véhicule circulant dans le sens inverse, causant la mort sur place de trois personnes, a précisé la même source. Les corps des trois victimes (32 à 80 ans) ainsi que les sept blessés (15 à 65 ans) souffrant de multi-traumatismes ont été évacués vers la polyclinique de Hassi-Lefhal. Une enquête a été ouverte par la Gendarmerie nationale pour déterminer les circonstances de l'accident.

T. K.

Tizi-Ouzou

## 79 aides à l'habitat rural mobilisées pour les victimes d'incendies

Quelque 79 aides à l'habitat rural ont été mobilisées par les pouvoirs publics au profit des victimes des incendies de l'été dernier à Tizi-Ouzou, a indiqué hier la cellule de communication de la wilaya. La wilaya de Tizi-Ouzou a déjà bénéficié de deux autres programmes pour la compensation des dégâts de ces incendies. Le premier est inscrit à l'indicatif du secteur des forêts et est doté d'une enveloppe financière de plus de 231 millions de dinars pour la plantation de 29 508 oliviers, 34 458 arbres fruitiers, des travaux de taille de régénération sur 61 127 plants et l'aménagement d'un total de 48 km de pistes agricoles, selon le conservateur des forêts, Moussa Tabti. Le second programme a

été mobilisé au profit du secteur de l'agriculture pour la compensation des pertes en cheptels et bâtiments d'élevage, qui représentent 2 208 ruches pleines, 394 ruches vides, 22 hausses de ruches, 31 têtes ovines, 2 bovins, 27 330 poulets de chair, 21 bâtiments d'élevage bovin et 126 serres avicoles et autres, pour un montant total de plus de 41,7 millions de DA, rappelle-t-on. En plus des aides précitées, la cellule de communication de la wilaya a informé qu'une enveloppe financière «importante», dont le montant n'a pas été révélé, a été accordée à la wilaya pour la réalisation de plusieurs opérations dans plusieurs secteurs et ce, afin de «répondre aux nombreuses préoccupations des

populations par la réalisation de projets nécessaires au développement local». Au titre de cette dotation budgétaire, le secteur de l'Habitat a bénéficié de 1 000 nouvelles aides à l'habitat rural, qui s'ajoutent au 79 destinées aux victimes feux de forêt, a-t-on indiqué de même source. Cet apport financier supplémentaire, mobilisé sur le budget du ministère de l'Intérieur et des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, permettra la concrétisation de projets dans les secteurs de la jeunesse et des sports, des travaux publics et des ressources en eau et qui sont «les principaux bénéficiaires de cette enveloppe», a-t-on poursuivi. Cette enveloppe s'ajoute à l'apport inscrit sur le

budget de la wilaya, «ce qui permettra le lancement de plusieurs opérations de réhabilitation du réseau routier, la réalisation de nombreuses structures de jeunesse et de sports, de l'éclairage public et la prise en charge de préoccupations liées à l'AEP», a-t-on souligné. En outre, la wilaya a reçu une autre enveloppe destinée au paiement de créances détenues par de nombreuses entreprises publiques et privées. La cellule de communication a rappelé qu'une liste des opérations gelées relevant notamment des secteurs des ressources en eau, de l'éducation et de la santé, a été arrêtée par les services de la wilaya et transmise au ministère de l'Intérieur en vue de leur dégel.

Safy T.

Constantine/Ville Ali-Mendjeli

## Réalisation prochaine d'un village touristique dédié à l'artisanat

Un village touristique dédié à l'artisanat sera implanté à la nouvelle ville Ali-Mendjeli (Constantine), a-t-on appris hier du vice-président de la Fédération des métiers et de l'artisanat. L'idée de réaliser ce projet, premier du

genre dans la wilaya, émane de «la nécessité de préserver le patrimoine culturel et les métiers ancestraux de l'artisanat qui sont en voie de disparition», a indiqué Hassen Ben Si Zerara, soulignant qu'une superficie de 70 000 m<sup>2</sup> a

été réservée pour la concrétisation de ce projet. D'une enveloppe financière de 2,9 milliards de dinars, ce méga village touristique est composé de 2 000 locaux, d'une salle d'exposition s'étendant sur 1 700 m<sup>2</sup>, d'une aire de jeux et

de plusieurs commodités. Le même responsable a également souligné que ce village englobe un centre de formation réservé à l'artisanat pour les jeunes apprenants, doté de pavillon d'hébergement. En plus de la création de

près de 4 500 postes d'emploi permanents, la concrétisation de ce projet permettra de booster les secteurs du tourisme et de l'artisanat et contribuera à promouvoir le savoir-faire de la ville des ponts, a-t-on noté.

Lamine Y.

Chine-Algérie

## Ouverture à Alger d'un centre de demandes de visa pour la Chine

La Chine a ouvert, hier à Alger, le premier centre de demande de visa, VFS Global, pour les Algériens désireux de se rendre dans ce pays. Le nouveau centre de dépôt des dossiers de visa se distingue par un «niveau élevé de services à la clientèle, des processus efficaces» de dépôt des demandes de visa, un «personnel qualifié» dans les langues

locales et en mandarin et un «salon premium exclusif» personnalisé pour le confort des demandeurs, a souligné l'ambassadeur de Chine en Algérie, Yang Guangyu, lors d'une brève allocution prononcée à l'occasion de l'ouverture de ce centre. «Je suis extrêmement heureux d'annoncer l'ouverture du centre de demande de visa pour la

Chine, en partenariat avec VFS Global, le plus grand fournisseur de services d'externalisation de visas au monde. Cela démontre notre engagement à fournir un service meilleur et plus efficace, dans des locaux modernes et confortables, aux voyageurs algériens qui souhaitent visiter la Chine et dont le nombre est croissant», a-t-il dit. A cette occa-

sion, le diplomate chinois a qualifié les relations algéro-chinoises de «très bonnes», ajoutant que le volume des échanges entre les deux pays s'élève à 8 milliards de dollars annuellement. Il a fait savoir que la Chine a octroyé 20 000 visas annuellement aux Algériens, précisant que ce nombre allait être revu à la hausse à la faveur de l'ouverture de

ce centre, avec «un traitement des dossiers qui ne dépassera pas une semaine». Avec l'ouverture de ce centre, les demandeurs de visa pour la Chine ne sont plus tenus de se déplacer à l'ambassade ou au consulat chinois en Algérie à partir du 30 octobre 2017, a précisé le diplomate chinois.

M. K.

Selon le ministre des Ressources en eau

# La levée du gel permettra la réalisation de projets stratégiques importants

■ Le ministre des Ressources en eau, Hocine Necib, a affirmé que la priorité accordée par le gouvernement au secteur des Ressources en eau, à travers la levée du gel de certains projets, lui permettra de réaliser de nombreux projets stratégiques pour renforcer l'alimentation en eau à travers le pays.

Par Salem K.



P.V.D. R.

Répondant aux députés lors d'une réunion avec la Commission des finances et du budget de l'APN dans le cadre de l'examen du projet de loi de finances 2018, le ministre a indiqué que cette mesure permettra la réali-

sation de nombreux projets gelés, à l'instar du transfert des eaux du Sud vers les Hauts-Plateaux à la faveur d'un programme de 10 projets de transfert dans le cadre de la politique de l'aménagement du territoire. Il s'agit également de la réception du projet de transfert des eaux

de la région de Laghouat vers la wilaya de Djelfa, avec une capacité de 4 m<sup>3</sup>/seconde, Ain Oussara vers Tiaret et Boussaâda vers le chef-lieu de la wilaya de M'sila. M. Necib a précisé que le gouvernement planchera prochainement sur les modalités de lancement de ce

programme qui sera réalisé en fonction des moyens financiers dégagés, d'autant qu'il constitue l'une des priorités du gouvernement et du secteur pour la mise en œuvre du plan hydraulique national. «L'objectif principal, selon le ministre, est d'éviter au pays le spectre de la sécheresse et le déficit en eau potable et en eau destinée à l'irrigation». a-t-il ajouté. Concernant les créances de l'Algérienne des eaux, le ministre a indiqué que «les mesures nécessaires ont été prises, précisant que le secteur a mis en place le paiement par chèque et va vers le paiement par carte bancaire». S'agissant des communes de Mila, proches du barrage de Beni Haroun, le ministre a souligné qu'un programme a été mis au point pour mobiliser les moyens financiers nécessaires en vue d'assurer l'alimentation de 11 communes du nord de la wilaya à partir du barrage de Beni Haroun. L'opération sera lancée en 2018, a-t-il ajouté. Quant au manque d'approvisionnement en eau des communes de la wilaya de Blida, le ministre a fait état de la réalisation d'une station de dessalement d'eau de mer à Zéralda, une solution plus économique

pour transférer les eaux vers Blida à moindre coût et renforcer l'alimentation de la commune de Meftah. Lors du débat, les députés ont évoqué de nombreuses questions concernant notamment la rationalisation de l'alimentation en eau et des eaux d'irrigation des périmètres agricoles dans certaines régions, outre les créances de l'Algérienne des eaux, en particulier celles détenues par les administrations, les entreprises et les communes, les quantités d'eau gaspillées, la distribution inéquitable de l'eau à travers les wilayas du pays et le manque de puits traditionnels dans les régions pastorales, en particulier dans les régions du Sud.

S. K.

## Afrique subsaharienne

### Le FMI appelle à agir pour affermir la reprise économique

La croissance en Afrique subsaharienne devrait passer de 1,4% en 2016 à 2,6% en 2017, prévoit le FMI qui appelle les pays de la région à agir pour affermir la reprise économique. Dans son rapport sur les perspectives économiques de l'Afrique subsaharienne, le Fonds monétaire international relève que la croissance devrait continuer de s'accélérer pour atteindre 3,4% en 2018 mais «la dynamique reste faible et la croissance restera probablement inférieure à sa tendance du passé en 2019». Selon le FMI, un tiers des pays d'Afrique subsaharienne, pour la plupart d'Afrique de l'Est ou de l'Ouest, continue d'enregistrer une croissance vigoureuse de 5% ou plus. «Mais le revenu par habitant devrait baisser dans 12 pays qui comptent 400 millions d'habitants, soit 40% de la population

de la région», souligne Abebe Aemro Selassie, directeur du département Afrique du FMI, cité dans le communiqué. La situation de fond reste difficile, avec une augmentation de la vulnérabilité, constate le FMI qui préconise de s'attaquer aux problèmes budgétaires restants, ce qui devrait aller de pair avec la mise en œuvre de mesures qui encouragent la diversification de l'économie. La dette publique a augmenté dans la région. C'est le cas dans les pays qui s'ajustent à la chute des prix des produits de base, ainsi que dans beaucoup de pays qui connaissent une croissance rapide. La dette étant maintenant supérieure à 50% du PIB dans la moitié des pays de la région, le coût du service de la dette a également augmenté. L'exposition croissante à la dette souveraine et l'accumulation d'arriérés inté-

rieurs a amplifié les tensions dans le secteur financier, souligne le rapport. Par ailleurs, si les déficits des transactions extérieures courantes ont diminué, les réserves de change sont inférieures à leurs niveaux souhaitables dans bon nombre de pays. «La quête de la reprise repose sur une action vigoureuse et urgente pour s'attaquer aux facteurs de vulnérabilité et aux obstacles à la croissance», précise Selassie. Beaucoup de pays font face à une période d'assainissement des finances publiques. Si cela apparaît déjà dans les stratégies à moyen terme de la plupart des pays d'Afrique subsaharienne, l'expérience montre que les ajustements budgétaires prévus tendent à être reportés, relève le FMI. Le FMI appelle à procéder aux ajustements sans tarder pour éviter que les niveaux d'en-

dettement n'augmentent brutalement en expliquant que les réformes budgétaires peuvent être conçues de manière à limiter les effets nuisibles sur la croissance et les populations les plus vulnérables. «Il ressort des assainissements antérieurs dans la région que le meilleur moyen d'y arriver consiste à accroître les recettes et à mieux établir les priorités en matière de dépenses publiques», note l'institution de Bretton Woods. Des mesures qui encouragent la diversification de l'économie peuvent soutenir la croissance. «S'il n'y a pas de voie unique pour les réformes, des pays tels que le Botswana, le Rwanda et l'Ouganda qui ont diversifié leur économie avec succès se sont appuyés sur leurs atouts existants et se sont attaqués à des contraintes particulières», met-elle en exergue.

A.O./Agences

## Prix

### Le Brent ouvre la semaine à plus de 60 dollars à Londres

Les prix du pétrole augmentaient hier en cours d'échanges européens, la référence londonienne atteignant son plus haut depuis plus de deux ans, sur un marché porté par des espoirs de réduction de l'offre mondiale suite aux efforts de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep). En milieu de journée, le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en décembre valait 60,56 dollars sur

l'Intercontinental Exchange (ICE) de Londres, en hausse de 12 cents par rapport à la clôture de vendredi, après avoir atteint tôt le matin 60,89 dollars, son niveau le plus fort depuis début juillet 2015. Dans les échanges électroniques sur le New York Mercantile Exchange (Nymex), le baril de «light sweet crude» (WTI) pour la même échéance grappillait 3 cents à 53,93 dollars. «Le Brent consolide ses gains autour de 60 dollars le baril», tandis que

le WTI s'installe autour de 54 dollars, a observé un analyste. Vendredi dernier, la référence londonienne du brut s'était hissée au-dessus de 60 dollars le baril pour la première fois en plus de deux ans, portée par un regain d'optimisme des investisseurs, car les efforts de l'Opep et de ses partenaires pour limiter leur production laissent espérer aux marchés un resserrement de l'offre mondiale. Le prince saoudien Mohammed ben Salmane a

affirmé la semaine dernière que son pays soutenait la proposition d'un renouvellement de l'accord à cette date, alors que l'Opep et ses partenaires, dont la Russie, se sont pour l'instant engagés jusqu'à fin mars 2018. Cet accord, conclu fin 2016, vise à limiter la production afin de tenter de faire remonter les prix. Une prolongation sera au menu d'une réunion des acteurs de l'accord à Vienne fin novembre.

APS

### Tchad Démarrage d'un projet pétrolier et gazier inédit à 350 km de la capitale

LE PRÉSIDENT tchadien, Idriss Déby Itno, a lancé le projet de développement intégré des champs pétroliers, gaziers et de raffinage de Sédigui et Rig Rig, à 350 kilomètres de la capitale. Pour les habitants du Kanem, cette région désertique du nord-ouest du Tchad, c'est la fin d'une longue attente qui aura débuté au début des années 1970. Le projet de Sédigui, initié en 1973 par le consortium Esso-Shell-Chevron pour assurer le ravitaillement en produits pétroliers de l'ex-Société tchadienne d'eau et d'électricité (STEE) et ainsi mettre fin à la dépendance extérieure, a connu de nombreuses péripéties. Les réserves prouvées du champ de Sédigui (vaste de près de 30 kilomètres carrés) sont comprises entre 15 et 21 millions de barils de pétrole brut et 7 milliards de mètres cubes de gaz naturel. «En attendant les recherches en cours, nous tablons dans un premier temps sur une production quotidienne de pétrole brut entre 2 000 et 3 500 barils par jour qui seront immédiatement raffinés et une production de gaz entre 400 000 et 800 000 m<sup>3</sup>», a déclaré Hamid Tahir Nguillin, directeur général de la Société des hydrocarbures du Tchad (SHT). Pour développer Sédigui, l'Etat tchadien a signé un contrat de financement, construction, opération et maintenance avec un consortium chinois (formé par Blue Ocean Clean Energy et PanJin Liaoyou Chenyu) chargé aussi de la construction de deux gazoducs, du dispositif de purification de gaz et du terminal de gaz de Djarmaya.

R. E.

Mostaganem/ Daira d'Ain Nouissy

# Le wali insiste sur l'accélération de l'aménagement des zones d'activités

■ Le wali de Mostaganem, Mohamed Abdennour Rabhi, a insisté sur l'accélération de l'aménagement des zones d'activités dans la daïra d'Ain Nouissy, située à l'ouest de la wilaya.

Ph. &gt; D. R.



Par Ahlem N.

Lors d'une visite dans la daïra, il a donné des instructions aux responsables des travaux publics, des ressources en eau et de Sonelgaz pour coordonner les actions d'aménagement des routes et de raccordement de ces zones à la voirie (eau, assainissement, électricité et gaz) pour être prêtes à accueillir les investisseurs au deuxième semestre de l'année prochaine. Mostaganem compte composer

avec le parc industriel de Bordjia, le bassin du lait, la zone d'activités de Gouara, la zone de Baizia-Laouedj et la zone industrielle de Fornaka. Un pôle économique à l'ouest de la wilaya susceptible de relancer le développement dans la région et créer des emplois pour les jeunes. Ce pôle comprend le parc industriel de Bordjia, la plus grande zone industrielle du pays s'étendant sur une superficie de 670 hectares où les investissements seront orientés en agroalimentaire, aciérie et les industries

chimiques. Ainsi, 49 projets d'investissement ont été avalisés à ce jour, totalisant une superficie de 200 ha, a indiqué le directeur de l'industrie, Bachir Benbada. L'aménagement de ce parc industriel sera à la charge de la wilaya durant le premier semestre de l'année prochaine. Des actions d'aménagement ont été lancés au mois d'octobre pour la première tranche de la zone d'activités de Gouara à Hassiane sur 30 ha de la superficie globale de la zone estimée à 80 ha pour un coût de 200 mil-

lions DA. Les travaux seront achevés dans un délai de huit mois, a-t-on souligné. La direction des ressources en eau de la wilaya a prévu une opération de protection de cette zone contre les crues de oued Ettine et trois autres oueds qui affluent dans la Mactaa, pour une enveloppe de 800 millions DA, selon les premières études. Il est attendu que la zone de Gouara accueille 27 projets d'investissement privés en petites et moyennes entreprises qui ont reçu l'accord de principe des services compétents. La zone d'activités de Baizia Laouedj de Hassiane a enregistré une opération d'aménagement dotée de 75 millions DA avec l'achèvement des travaux d'ouverture des pistes, de raccordement aux réseaux d'eau et d'assainissement, en attendant l'électricité à partir de Mostaganem. Cette zone d'activités accueillera des activités de bois sur une superficie de 21 ha. Le wali de Mostaganem a inspecté le projet du bassin du lait, qui devra générer 1 800 emplois directs à travers 41 projets d'élevage de vaches laitières pour une production annuelle de 20 millions de litres de lait contribuant à réduire la facture d'importation du lait en poudre, selon les explications fournies. Mohamed Abdennour Rabhi a

également mis en service des entrepôts de froid composés de neuf chambres de stockage de produits agricoles et animaliers et végétaux appartenant à un opérateur économique privé, qui s'ajoutent à un abattoir avicole moderne et une unité de production de dérivés de viande blanche d'un promoteur privé. Le pôle économique de l'ouest de Mostaganem constitue un projet vital pour la wilaya, eu égard à sa position stratégique, située entre trois wilayas (Mostaganem, Mascara et Oran) et proche de l'autoroute Est-Ouest et de quatre ports importants que sont ceux d'Oran, Mostaganem, Arzew et Bethioua, en plus de son foncier industriel destiné aux projets en agroalimentaire, métallurgie et chimie.

A. N./APS

Tlemcen

## Un rendement moyen de 50 quintaux à l'hectare prévu

Un rendement moyen de 50 quintaux à l'hectare est prévu au titre de la campagne oléicole 2017, qui vient de démarrer au niveau de la wilaya de Tlemcen, a-t-on appris de la Direction des services agricoles (DSA). Trois espèces d'olives sont répertoriées au niveau de la wilaya, à savoir Sigoise, Chemlal et Céliane ou grosse olive, a-t-on indiqué, faisant savoir qu'une grande partie de la production est destinée à la transformation en huile d'olive, où des régions comme Beni Snouss ou encore Sebra excellent. Ce rendement de 50 quintaux à l'hectare est attendu au niveau d'une superficie productive entrée en exploitation de l'ordre de 12 000 hectares sur une superficie totale plantée en oliviers de 15 468 ha, précise-t-on. Grâce aux programmes concrétisés sur le terrain par les

pouvoirs publics et le ministère de tutelle, notamment dans le cadre du Fonds national de développement agricole (FNDA), cette superficie a connu une grande extension, passant de 7 705 ha en 2010/2011 à 15 468 ha cette saison. La stratégie de diversification des productions agricoles de la DSA de Tlemcen a permis à l'oléiculture de pénétrer même au niveau des zones agropastorales. Un important programme de plantations oléicoles a été exécuté, a-t-on signalé, rappelant que même le cerisier a été introduit dans ces régions. Ainsi, la localité de Sidi Aïssa a enregistré la plantation de 400 arbustes de cette espèce à l'hectare. Les zones oléicoles potentielles de la wilaya sont celles de Maghnia avec 3 394 ha, Remchi (2 000) et Sebra (1 258). S'agissant de la transforma-

tion de l'olive en huile, la wilaya de Tlemcen qui est réputée par la qualité de ce produit, notamment à Beni Snouss et Sebra, les propriétaires d'huileries regrettent l'absence d'organismes de certification spécialisés pour l'exportation de l'huile, privant le secteur d'importantes entrées en devises, a-t-on fait savoir. Par ailleurs, la DSA déconseille la collecte anticipée des olives (fin août-début septembre), période à laquelle celles-ci sont encore vertes et sensibilise les fellahs pour attendre la date officielle (mi-octobre) pour le démarrage de la campagne oléicole. A ce titre, la section de Tlemcen de l'association nationale de protection et de développement de l'oléiculture met l'accent sur la région de Beni Snouss où les olives ne sont collectées qu'une fois noircies.

Saïd F.

Souk Ahras

## Recul de la surface consacrée à la culture de la pomme de terre

La superficie réservée à la culture de la pomme de terre saisonnière dans la wilaya de Souk Ahras a connu «un important recul», passant de 1 350 hectares à 650 ha, a indiqué un cadre de la Direction des services agricoles (DSA). Cette réduction est expliquée par la rareté des eaux d'irrigation après la baisse du volume du barrage de Foum El Khounga, à Oued Cheraf, à

cause de la faible pluviométrie enregistrée pendant les dernières années, en plus de la hausse du coût de production de la pomme de terre, a précisé le chef du service de la production et de soutien technique au sein de cette direction, Mohamed-Kamal Hamza. Il a, à ce propos, ajouté que ces facteurs ont conduit les agriculteurs à «boudier» la culture de la pomme de terre, optant pour

d'autres cultures «rentables et peu coûteuses financièrement et techniquement». M. Hamza a considéré que des mesures incitatives doivent être adoptées pour encourager les agriculteurs de la wilaya à revenir à la culture de la pomme de terre, soulignant que la Banque de l'agriculture et du développement rural (BADR) a été récemment sollicitée pour intégrer la culture de la pomme de terre

dans le crédit R'fig. Il a détaillé que la culture de la pomme de terre nécessite des moyens financiers et techniques, notamment pour l'achat de semences de pomme de terre, d'engrais et de pesticides, rappelant que l'orientation actuelle de l'Etat est principalement axée sur les cultures de base et stratégiques, à l'instar des légumes et des tomates industrielles.

F. L./APS

## Batna Raccordement aux réseaux de gaz et d'électricité dans 5 communes

AU TOTAL, huit cent vingt neuf foyers, issus de cinq communes enclavées de la wilaya de Batna, ont été raccordés aux réseaux de gaz et d'électricité, a-t-on constaté. Le raccordement au réseau de gaz naturel ayant ciblé 759 foyers a été concrétisé sur fonds de wilaya, selon les explications fournies au wali, Abdelkhalek Sayouda, qui a présidé cette opération marquée par une joie indescriptible des bénéficiaires. Cette opération a concerné 294 familles de la commune de Medoukel, 112 familles de la localité Ouled Djehiche de Bitame, 50 familles de Belchmane, 98 familles de la commune de Ras Laïyoune et 250 familles de la commune de Merouana, a-t-on expliqué. La concrétisation de ces opérations a nécessité un investissement de 145 millions de dinars, a révélé le directeur de l'Energie, Allaoua Djari, à l'APS. Le raccordement en réseau de l'électricité rurale a ciblé 70 foyers des mechtas Ouled Moumène, Kouchbi et El Kharba de la commune d'Oued Si Slimane, en attendant le raccordement de 120 autres foyers de la même région en cette énergie vitale, selon les explications fournies à cette occasion. Pas moins de 1 377 foyers ont été raccordés ces dernières 24h à Batna aux réseaux d'électricité et de gaz, a-t-on rappelé, précisant que 452 foyers ont été raccordés au réseau d'électricité rurale et le reste au réseau de gaz naturel.

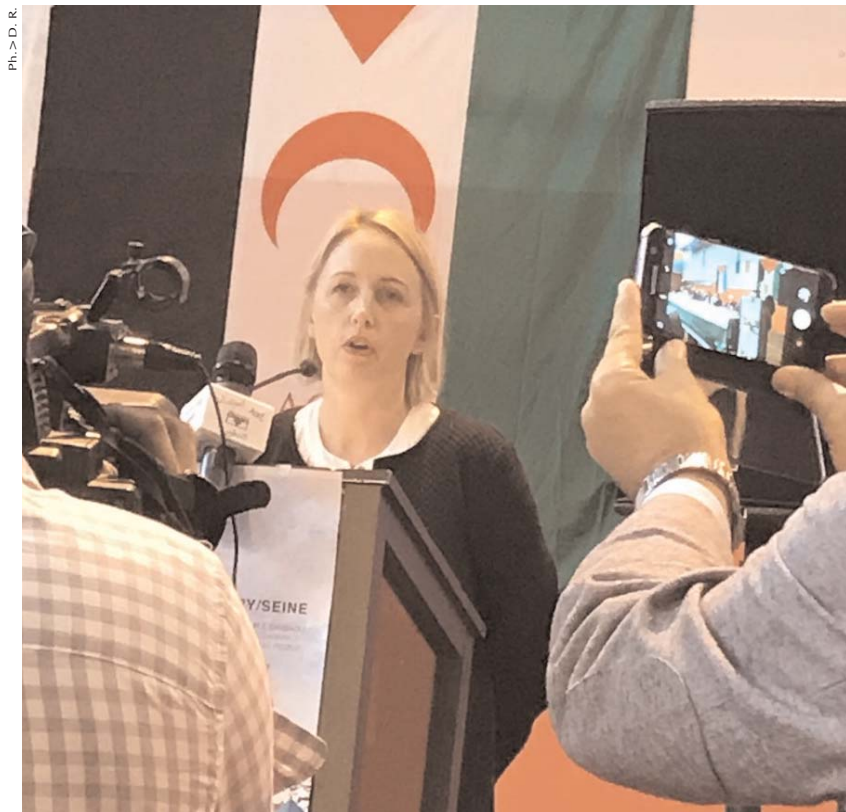
R. R.



Sahara occidental / Interdits d'entrer dans la ville de Laâyoune

# Des eurodéputés dénoncent la décision du Maroc

■ Les députés européens empêchés d'entrer dans la ville de Laâyoune ont dénoncé la décision des autorités marocaines d'occupation qui leur ont refusé l'accès au Sahara occidental, alors qu'ils s'apprêtaient à aller dans les territoires occupés pour s'enquérir de la situation des droits de l'Homme.



Ph. &gt; D. R.

Par Lamine H.

« **C**ontrariée » par son expulsion de la ville de Laâyoune, la présidente de l'Intergroupe «Paix pour le Sahara occidental» au Parlement européen, Jytte Guteland, a affirmé que le but de sa visite dans les territoires occupés du Sahara occidental est d'observer sur place la situation des droits de l'homme. «Nous sommes venus ici en tant que membres du Parlement européen pour observer de nos propres yeux la situation sur place et avoir la possibilité d'écouter la société civile. En tant que parlementaires, nous voulons être suffisamment informés de la situation au Sahara occidental, d'autant plus que nous serons appelés à s'exprimer sur un accord d'association UE-Maroc modifié», a-t-elle déclaré dans un communiqué. Les députés ont jugé la visite dans les territoires occupés du Sahara occidental «particulièrement importante» étant donné que la Commission européenne négocie actuellement avec le Maroc un accord additionnel à l'accord d'association UE-Maroc pour se conformer à l'arrêt de la Cour européenne de justice (CJue) qui a conclu que les accords d'association et de libéralisation UE-

Maroc ne s'appliquent pas au Sahara occidental. Dans sa décision rendue le 21 décembre dernier, la CJue a souligné que le Maroc et le Sahara occidental sont deux territoires «séparés et distincts» et qu'aucun accord international ne peut s'appliquer à ce dernier sans le consentement du peuple sahraoui. «Nous ne pouvons pas prendre de décisions en tant que représentants de 508 millions de citoyens européens si nous ne savons pas quels effets ces décisions pourraient avoir sur d'autres parties du monde. Dans ce cas, cet accord aura clairement un impact sur le peuple du Sahara occidental», a-t-elle expliqué. La vice-présidente de l'Intergroupe, Bodil Valero, a «regretté profondément» la décision des autorités marocaines d'occupation de refuser à une délégation du Parlement européen l'entrée à Laâyoune. «Nous sommes venus ici pour écouter les voix des organisations sahraouies et de la société civile (...) et pour comprendre la situation du peuple sahraoui en territoire occupé, nous devons être sur place», a-t-elle ajouté. L'autre vice-présidente de l'Intergroupe, l'eurodéputée Paloma Lopez, a rappelé, quant à elle, que «les autorités marocaines n'ont aucune compétence au Sahara occidental pour interdire l'entrée à des députés euro-

peéens», regrettant que la délégation n'ait pas pu accomplir sa mission, celle de s'informer, sur place, sur la situation des Sahraouis dans les territoires occupés, notamment sur «les violations des droits de l'homme». Pour l'eurodéputée Lidia Senra, l'expulsion de la délégation de parlementaires européens est motivée par la volonté des autorités marocaines d'occupation de bloquer le territoire pour qu'il n'y ait pas de «témoins de la violation continue des droits de l'homme dans les territoires occupés». «Il (le Maroc) ne veut pas de témoins de ses crimes», a-t-elle affirmé, dénonçant «le silence de la communauté internationale sur les crimes commis par le gouvernement marocain». L'eurodéputé Josu Juaristi a affirmé, pour sa part, que la visite dans les territoires occupés du Sahara occidental visait à «briser le blocus» imposé à la région par Rabat qui «ferme toujours la porte à quiconque cherche à s'enquérir de la situation dans les territoires occupés». «Peu importe qu'ils soient parlementaires, journalistes, coopérateurs ou activistes internationalistes», a-t-il ajouté, réitérant la détermination des députés européens à poursuivre leur travail et leur engagement pour la défense des droits du peuple sahraoui. Il a exhorté, ainsi, l'UE à faire pression sur le

gouvernement marocain, mais aussi sur le gouvernement espagnol et l'ONU pour résoudre le conflit, en respectant les engagements pris avec le peuple sahraoui. Les cinq députés européens empêchés de descendre de l'avion à l'aéroport de Laâyoune par les autorités marocaines d'occupation comptent d'ailleurs soulever prochainement la question devant le Parlement européen. L'expulsion de la délégation de parlementaires européens de la ville de Laâyoune dans les territoires occupés du Sahara occidental intervient quelques jours seulement après l'adoption par le Parlement européen d'un accord euro-méditerranéen relatif aux services aériens entre la Communauté européenne et ses Etats membres, d'une part, et le Royaume du Maroc, d'autre part, couvrant le Sahara occidental.

## WSRW dévoile des opérations illégales d'exploration pétrolière près de Dakhla

L'Observatoire des ressources naturelles du Sahara occidental (WSRW) a dévoilé, dans son rapport, des opérations illégales d'exploration pétrolière menées pour la deuxième fois par la Compagnie américaine Kosmos Energy près de Dakhla, au Sahara occidental occupé. WSRW relève la poursuite durant les dernières 24 heures des opérations d'exploration au nord de la ville de Dakhla, dans la zone où active la compagnie pétrolière américaine Kosmos Energy, en collaboration avec la compagnie scandinave Cairn Energy, lit-on dans le communiqué. L'Observatoire avait fait état, dans son rapport de février dernier, d'une activité de prospection illégale effectuée par la même compagnie entre février et avril derniers. Dans son dernier rapport, WSRW fait état «d'un navire de prospection offshore et d'un bateau appartenant à Kosmos Energy effectuant, sur le site de Bir Kara, des manœuvres utilisées pour déterminer les réserves pétrolières». Ce site est celui où «la compagnie américaine a entamé les premières explorations pétrolières dans l'histoire du Sahara occidental». Par ailleurs, le même document indique que Kosmos Energy «a manipulé ses partenaires en leur dissimulant des documents du droit international qui définissent le statut du Sahara occidental». Il explique que la compagnie américaine a passé sous silence ces informations après son entrée en mai 2017 à la Bourse de Londres, contrairement à ce qu'elle avait fait en 2011 lors de son entrée à

la Bourse de New York en permettant à ses partenaires de prendre connaissance de l'avenant expliquant le conflit au Sahara occidental. Kosmos Energy active depuis des années dans la prospection et le forage du pétrole et du gaz sur les côtes sahraouies occupées, avec l'autorisation de l'Office national des hydrocarbures et des mines, une société détenue par l'Etat marocain occupant, rappelle WSRW. L'exploitation menée par Kosmos Energy dans cette zone avec l'autorisation des autorités d'occupation marocaines est «une violation des résolutions du Conseil de sécurité, particulièrement de l'avis du Conseiller juridique au Conseil, Hans Corell, affirmant que toute exploitation des ressources naturelles au Sahara occidental est une violation du droit international, étant donné que cette activité n'est pas en accord avec la volonté et l'intérêt du peuple sahraoui», conclut le rapport. L. H./ APS

## Libye/ Meurtre de 36 personnes La Manul appelle à l'ouverture d'une enquête «immédiate»

LA MISSION d'appui des Nations unies en Libye (Manul) a appelé à l'ouverture «immédiate» d'une enquête sur le meurtre de 36 personnes près de la ville orientale de Benghazi. «La Manul appelle à une enquête immédiate pour amener les coupables devant la justice», a déclaré la mission sur un réseau social. «La Manul condamne dans les termes les plus forts le crime haineux qui s'est traduit par le meurtre d'au moins 36 personnes, dont les corps ont été retrouvés dans la région d'Abyar», a ajouté la mission. Samedi, le commandement de l'armée basée dans l'est du pays a ordonné l'ouverture urgente d'une enquête sur cette tuerie. Ce sont des résidents de la ville d'Abyar, à 50 km au sud-ouest de Benghazi, qui ont signalé la découverte dans une zone désertique de 36 corps non identifiés, portant des impacts de balles, selon une source au sein des forces armées. En juillet 2016, les corps de 14 personnes menottées avaient déjà été retrouvés près du siège du Fonds de sécurité sociale de Benghazi. En octobre 2016, dix autres corps portant des marques de torture et des impacts de balles avaient été trouvés dans la prison militaire de Benghazi. R. M.



Turquie

# Reprise du procès des meneurs présumés du putsch manqué

■ Le procès de 221 instigateurs présumés de la tentative de coup d'État du 15 juillet 2016 en Turquie a repris hier matin près d'Ankara, dans une salle d'audience spécialement construite pour accueillir les procès géants liés au putsch manqué.

Par Rosa C.

**P**armi les accusés, dont tous sauf 12 sont des militaires, figure le prédicateur Fethullah Gülen, installé aux États-Unis et considéré par les autorités turques comme le cerveau de la tentative de putsch. Jugé par contumace, il nie toute implication.

Près de 250 personnes sont mortes, ainsi que 24 putschistes présumés, et des milliers de personnes ont été blessées lors des affrontements qui ont eu lieu à travers la Turquie dans la nuit du 15 au 16 juillet 2016. Les accusés, notamment poursuivis pour tentative de renversement de l'ordre constitutionnel et appartenance à une organisation «terroriste», risquent la prison à vie.

Ce procès s'était ouvert le 22 mai et, pendant quatre semaines, 56 des accusés avaient présenté leur défense, selon un décompte de l'agence de presse étatique Anadolu.

Akin Öztürk, ancien chef de l'armée de l'air et l'un des accusés les plus hauts placés de ce procès, avait notamment rejeté toutes les accusations portées contre lui. La séance de hier a commencé avec la défense d'Ali



Gültekin, ancien commandant de l'état-major. Le président du tribunal a signalé en début de séance l'ajout au dossier de 70 téraoctets d'images de vidéosurveillance datant de la nuit du putsch manqué, précisant qu'elles seront fournies aux avocats, selon Anadolu.

Depuis le putsch avorté, plus

de 50 000 personnes ont été arrêtées et plus de 140 000 ont été limogées ou suspendues à travers le pays. Le pays vit désormais au rythme des vagues d'arrestations quasi quotidiennes : ainsi, près de 60 militaires en service actif soupçonnés d'appartenir au mouvement du prédicateur Gülen ont été arrêtés ces

derniers jours, a rapporté hier Anadolu. Mais outre les partisans présumés du prédicateur Fethullah Gülen, ces purges ont également touché des opposants politiques du président Recep Tayyip Erdogan, des médias critiques et des militants des droits de l'Homme. Ainsi, deux autres procès vont

reprandre aujourd'hui à Istanbul, avec d'une part celui des collaborateurs du quotidien d'opposition Cumhuriyet, accusés d'activités «terroristes», et d'autre part le procès de l'auteure Asli Erdogan, accusée de «propagande terroriste». M<sup>me</sup> Erdogan, qui n'a aucun lien de parenté avec Recep Tayyip Erdogan, avait été remise en liberté conditionnelle en décembre après avoir passé plus de quatre mois en détention préventive pour avoir collaboré au journal prokurde Özgür Gündem, fermé par décret-loi en octobre 2016, car accusé de «propagande terroriste». Par ailleurs, la semaine dernière s'est ouvert le procès de onze militants des droits de l'Homme dont des responsables d'Amnesty International en Turquie, poursuivis pour activités «terroristes». L'ensemble des accusés ont été remis en liberté conditionnelle, sauf Taner Kilic, président d'Amnesty International en Turquie, accusé de liens avec le putsch manqué.

Ces procès sont suivis de près par la communauté internationale, qui dénonce des restrictions imposées à la liberté d'expression depuis le putsch manqué. **R. C.**



## Points chauds

### Inculpation

Par Fouzia Mahmoudi

**D**ès que la campagne électorale de Donald Trump est apparue clairement comme un danger pour l'élection, attendue, de la candidate démocrate Hillary Clinton, des commentateurs et des «fuites» sur des liens éventuels de l'équipe du candidat républicain avec le gouvernement russe ont commencé à apparaître un peu partout. Au lendemain de la défaite de Clinton, les médias ont par la suite repris en cœur la théorie du complot russe qui avait propulsé Donald Trump à la Maison-Blanche. Aujourd'hui, près d'une année après le scrutin présidentiel, les premières inculpations dans cette enquête sont tombées. En effet, l'ex-directeur de campagne de Donald Trump, Paul Manafort, et son associé Rick Gates ont été formellement inculpés de douze chefs d'inculpation dans le cadre de l'enquête sur une possible ingérence de la Russie dans l'élection présidentielle de 2016 aux États-Unis, a annoncé cette semaine le procureur spécial Robert Mueller. Il s'agit des premières personnalités inculpées dans le cadre de cette affaire qui empoisonne la présidence de Trump depuis son arrivée à la Maison-Blanche. Les chefs d'inculpation, validés par un grand jury fédéral, visent notamment des faits présumés de conspiration en vue de blanchiment d'argent, violation des lois fédérales sur le lobbying et les activités bancaires, précise un communiqué diffusé par les services du procureur Mueller. Les deux hommes sont également accusés de fausses déclarations et de dissimulation de comptes bancaires à l'étranger. Manafort, qui est âgé de 68 ans, a dirigé la campagne de Trump entre juin et août 2016. Il a démissionné après la publication d'articles affirmant qu'il avait reçu des millions de dollars de commissions occultes versées par un parti politique pro-russe d'Ukraine. Selon l'acte d'accusation, Gates et lui auraient dissimulé au fisc des dizaines de millions de dollars reçus en échange de leurs activités de conseil en Ukraine. Reste à savoir jusqu'où ira cette enquête et surtout si elle réussira, comme cela est de toute évidence depuis son commencement, à mettre en cause Trump lui-même ou si l'inculpation de son entourage suffira au peuple américain pour détruire le mandat du président républicain. **F. M.**

Somalie

## 27 tués dans l'attaque de samedi, le chef de la police débarqué

**L**e bilan de l'attaque samedi à Mogadiscio, revendiquée par les islamistes somaliens shebab, s'élève désormais à 27 morts, un nouvel attentat qui a coûté leur poste aux chefs de la police et des renseignements.

«Le ministre de la Sécurité intérieure a donné des précisions sur l'incident à l'hôtel Nasa Hablood où, a-t-il dit, 27 personnes ont été tuées et d'autres secourues après l'intervention des forces de sécurité», a rapporté le ministre de l'Information, Abdurahman Omar Osman, à l'issue d'un Conseil des ministres dimanche.

Les membres du gouvernement présents, après en avoir délibéré, «ont finalement voté pour le renvoi des deux responsables, le chef de la police Abdihakim Dahir Said et le chef de l'agence nationale des renseignements Abdillahi Mohamed Sanbalooche», a poursuivi le ministre.

Le ministre de la Sécurité intérieure, Mohamed Abukar Islow, «a suggéré que le chef de la police et le chef des renseignements soient renvoyés».

Cette décision intervient deux semaines après l'attentat au

camion piégé du 14 octobre dans le centre de Mogadiscio, le plus meurtrier de l'histoire de la Somalie, qui avait fait au moins 358 morts et 228 blessés. Cet attentat n'avait pas été revendiqué. Mais les autorités n'ont aucun doute sur le fait que les shebab en étaient les auteurs.

Samedi, ces derniers ont rapidement revendiqué la responsabilité d'une nouvelle attaque coordonnée, suivant un mode opératoire désormais éprouvé par cette organisation affiliée à Al-Qaïda.

Ils ont fait détoner deux véhicules chargés d'explosifs à proximité d'un hôtel, le Nasa Hablood, puis un commando d'au moins cinq hommes a pénétré dans l'établissement habituellement fréquenté par de nombreux hauts responsables politiques.

Le siège a finalement pris fin dans la nuit, après un assaut des forces de sécurité.

«Cinq hommes armés ont pénétré dans l'hôtel. Deux d'entre eux ont été tués et les trois autres capturés», a déclaré dans la matinée Abdiasiz Ali Ibrahim, porte-parole du ministère de la Sécurité. Un précédent bilan donné de source sécuritaire

faisait état samedi soir de 14 morts, «pour la plupart des civils».

Le président somalien, Mohamed Abdullahi Mohamed, dit «Farmajo», a condamné cette attaque. «De telles atrocités ne nous dissuaderont jamais, ni ne nous décourageront de combattre les terroristes», a-t-il déclaré dans un communiqué.

Mais la répétition des attentats de ces derniers mois, avec des charges explosives de plus en plus puissantes, a mis au jour des dissensions importantes parmi les responsables sécuritaires du pays.

Outre le renvoi des chefs de la police et des renseignements dimanche, le ministre de la Défense et le chef d'état-major avaient démissionné quelques jours avant la tragédie du 14 octobre.

Le chef d'état-major a depuis été remplacé, par le général Abdi Jama Warsame, mais toujours pas le ministre de la Défense.

Les shebab ont juré la perte du fragile gouvernement central somalien, soutenu par la communauté internationale et par les 22 000 hommes de la force de l'Union africaine (Amisom).





Salon international du livre d'Alger

# Forte présence des écrivains algériens

■ Le Salon international du livre d'Alger est marqué cette année par une forte participation des écrivains algériens, dont un grand nombre signe leur premier livre. A l'instar des romanciers déjà connus pour le lectorat algérien, de nouveaux noms apparaissent sur la scène culturelle avec des œuvres traitant différents thèmes.

Par Abia Selles

Un grand nombre d'écrivains algériens a pris part cette année au Salon international du livre d'Alger. Cette manifestation, ouverte mercredi au Palais des expositions Safex, a vu la participation d'un grand nombre d'écrivains dont une grande partie édite des œuvres littéraires pour la première fois. A l'instar des grands noms de la littérature algérienne, de nouveaux noms sont apparus cette année avec des œuvres traitant divers thèmes.

En effet, les écrivains Amin Zaoui, Lahouari Addi, Samir Toumi, Adlène Meddi, Maïssa Bey, Malika Rahal et d'autres, sont présents pour dédicacer leurs œuvres et participer au débat.

Pendant, il ne faut pas oublier qu'un bon nombre d'écrivains ont signé leurs premières œuvres à l'image de Riadh Hadir qui a présenté son premier roman intitulé

«Pupille». Ce dernier invite le lecteur à se projeter dans un futur proche où le monde en «reconstruction» après un conflit dévastateur généralisé voit l'émergence de nouveaux groupes d'intérêts aux fondements idéologiques opposés et qui tentent d'instaurer un ordre nouveau aussi rigide que sournois.

Il y a aussi la poétesse Dalila Medjahed qui a signé dans «Les larmes éloquentes» son premier roman, marqué par ses penchants poétiques et dans lequel elle évoque l'histoire personnelle d'une fille, devenue adulte, qui souffre de l'absence d'un être cher dans un monde marqué par la violence.

«C'est une histoire qui pourrait être celle de n'importe quelle personne, pleine de craintes, d'espoirs, de désirs mais aussi de rêves», a-t-elle déclaré, soulignant que c'est à travers sa douleur et sa peine que «le personnage du roman très nostalgique se rend compte de la cruauté humaine».

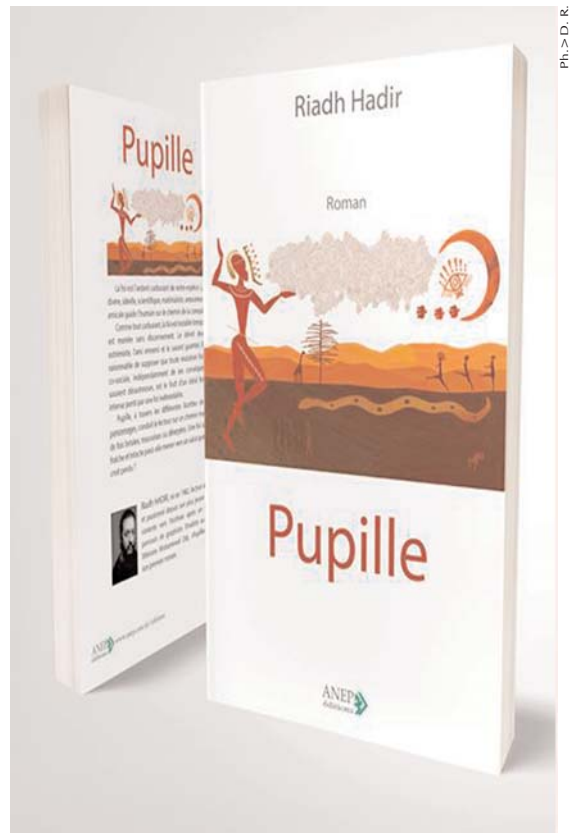
Quant à l'enseignante et docteur en lettres modernes, Leïla Mallem, elle a signé son premier roman intitulé «Noces en barbarie».

Cette œuvre de Mallem relate une histoire d'amour atypique et insensée entre un chef terroriste sanguinaire et sa captive, tout en brossant, à travers ce prisme, un tableau du drame algérien durant les années du terrorisme.

Dans ce roman de 453 pages paru aux éditions «Dar El Gharb», l'auteure retrace le drame d'une famille dont le destin a basculé après l'enlèvement de leur fille. Isma, c'est d'elle qu'il s'agira tout au long du récit, est étudiante en médecine et fille d'un pharmacien, reconverti dans l'industrie.

Il est à noter que plein d'autres écrivains en langues française et arabe ont signé leur première présence au Salon international du livre d'Alger qui prendra fin le cinq novembre.

A. S.



PH &gt; D. R.

Sous l'égide de l'Unesco

## Une conférence internationale sur «La Casbah» prévue en février

Le ministre de la Culture, L'azdine Mihoubi, a annoncé, à Alger, l'organisation d'une conférence internationale sur La Casbah d'Alger sous l'égide de l'Unesco, en début février 2018.

M. Mihoubi a précisé, en marge de sa visite d'inspection dans plusieurs communes d'Alger en compagnie du wali d'Alger, Abdelkader Zoukh, qu'une conférence internationale sur La Casbah «sera organisée en début février 2018 sous l'égide de l'Unesco. Cette rencontre permettra de mettre en exergue les efforts consentis par l'Algérie en matière de préservation de ce site historique classé au patrimoine mondial».

La wilaya d'Alger, qui supervise l'opération de restauration et de réhabilitation de La Casbah d'Alger, entend une action accélérée en coordination avec les services du ministère de la Culture, réunissant toutes les conditions pour le bon déroule-

ment de cette opération, en choisissant des entreprises qualifiées dans l'aménagement et la restauration afin de préserver la spécificité de ce site, a-t-il fait savoir.

Plusieurs structures relevant du secteur de la culture à Alger ont été restaurées et aménagées dont quelques-unes mises au service d'intellectuels et d'artistes dans différents domaines, a précisé le ministre de la Culture, saluant les efforts de l'Etat dans la prise en charge et la protection des monuments historiques et archéologiques, «symboles de l'identité nationale». La grotte de Cervantes (Belouizdad) sera classée patrimoine culturel national avant la fin 2017, compte tenu de la portée historique et littéraires de ce site, a-t-il annoncé, ajoutant, lors de sa visite d'inspection au projet de restauration de la zaouïa et du mausolée de Sidi M'hamed, que l'opération permettrait de

dévoiler des informations historiques intéressantes.

Par ailleurs, Mihoubi a estimé que les travaux de restauration de La Casbah d'Alger avaient permis «aux compétences algériennes de se distinguer», saluant au passage la société turque qui a dirigé la restauration de la mosquée Ketchaoua.

Il a précisé que les travaux de restauration entrepris dans la wilaya d'Alger et dans d'autres wilayas, notamment Constantine, Béjaïa et Laghouat, seront achevés dans les délais impartis au service de la mémoire nationale.

Le wali d'Alger, Abdelkader Zoukh, a, pour sa part, indiqué que les opérations de restauration menées dans La Casbah d'Alger avançaient à un bon rythme, précisant que «ce projet bénéficiera en 2018 d'enveloppes financières supplémentaires». Rappelant que l'enveloppe financière initiale consacrée à

la restauration de La Casbah s'élevait à 24 milliards de dinars, M. Zoukh a souligné que la plupart des entreprises chargées de la réalisation de ces travaux étaient algériennes.

Le wali d'Alger a fait savoir que la réouverture de la mosquée Ketchaoua où les travaux ont été achevés relevait de la compétence du ministre des Affaires religieuses et des Wakfs.

Le directeur du patrimoine au ministère de la Culture, Mourad Bouteflika, a, de son côté, annoncé l'organisation de deux conférences en prévision de la Conférence internationale sur La Casbah qui se tiendra les 30 et 31 octobre. La première conférence portera sur «l'aspect juridique de la propriété privée dans La Casbah» et la seconde sur «l'avenir de La Casbah et les moyens d'investir dans ce site historique touristique», a-t-il précisé, ajoutant que des experts algériens et étrangers et des per-

sonnalités s'intéressant à l'antique cité y prendront part.

Une table ronde sur la contribution de la société civile à la préservation de La Casbah est également prévue ultérieurement, a-t-il dit. M. Mihoubi a, par ailleurs, inspecté plusieurs projets de restauration de bâtisses et sites à dimension historique dans la capitale, notamment la Pierre d'Icosium à Bab Azzoun, Djenan Raïs-Hamidou dans la commune d'El Biar, la zaouïa de Sidi M'hamed Bou Qobrine et la Grotte de Cervantes dans la commune de Belouizdad.

F. H.

### RENDEZ-VOUS CULTURELS

**Basilique Notre-Dame-d'Afrique (Bologhine, Alger)**  
**Samedi 4 novembre à 19h30:**  
 Chant lyrique «Prières et invocations» avec la soprano Aurélie Lailier et la pianiste Qiaochu Li.

**Palais des expositions de la Safex (Pins-Maritimes, Alger)**  
**Jusqu'au 5 novembre :**  
 22<sup>e</sup> Salon international du livre d'Alger (Sila).

Horaires : 10h-19h30.  
 L'entrée est gratuite.  
**Galerie Mohammed-Racim (7, avenue Pasteur, Alger)**  
**Jusqu'au 9 novembre :**  
 Exposition de l'artiste peintre Mohamed Chafa Ouzzani.

L. B.

Prévu du 13 au 16 novembre à Assouan

## Le troisième Forum interculturel africain s'organise en Egypte

Le 3<sup>e</sup> Forum interculturel africain se tiendra du 13 au 16 novembre à Assouan dans le sud d'Egypte avec la participation de 20 pays africains, a annoncé dimanche le Conseil supérieur égyptien de la culture.

Placé sous le thème «les cultures populaires en Afrique»,

cette manifestation, connaîtra la participation de 100 chercheurs, auteurs et artistes africains, selon le secrétaire général du Conseil, Hatim Rabié.

Parmi les sujets qui seront débattus lors du forum figure, selon le programme de la rencontre, les cultures africaines, le

statut de la culture populaire, la littérature orale populaire, les arts visuels, le folklore africain et l'influence des médias et des réseaux sociaux sur les cultures africaines. Les questions de la culture populaire et son impact sur la formation de l'identité des jeunes, les cultures populaires

en Afrique et les droits de propriété intellectuelle, les politiques africaines locales et leur rôle dans le folklore et les influences mutuelles entre les cultures africaines, seront également évoquées et discutées par les participants.



## Coup-franc direct

Un club livré à lui-même

Par Mahfoud M.

Même si les joueurs de l'USM El Harrach se sont donnés à fond lors de leur dernier match face au PAC, ils n'ont pas manqué de dénoncer l'absence des dirigeants qui ne tiennent pas leurs engagements et ne sont pas solidaires de leur équipe qui réalise un début de championnat difficile. Pour les Harrachis, ce n'est pas nouveau et les responsables ont montré leurs faiblesses ces derniers temps, eux qui ne peuvent pas régler le problème financier qui perdure, comptant toujours sur l'aide des autorités publiques et les organismes de régulation avec les droits TV, les rentrées des sponsors et les recettes des matches. Le club banlieusard est donc livré à lui-même avec cette absence prolongée des dirigeants. Malheureusement, c'est devenu une habitude dans le championnat national avec de grands clubs qui se retrouvent à chaque fois dans une situation très difficile en raison du manque d'engagement de ceux qui sont censés défendre leur formation et lui octroyer les moyens qu'il faut pour réussir une saison honorable. Il est clair qu'il faut tout revoir dans ce championnat qui se retrouve dans une situation très compliquée et les responsables du football algérien doivent être fermes avec de tels dirigeants qui doivent être empêchés d'exercer.

M. M.

## Cyclisme/Grand Prix international d'Alger 2017 Plus de 90 coureurs pour la 14<sup>e</sup> édition

PLUS DE 90 coureurs sont attendus pour prendre part au 14<sup>e</sup> Gand Prix international d'Alger de cyclisme, prévu du 31 octobre au 3 novembre, a annoncé le président de la Ligue algéroise, Daoud Messaoud. « Cette nouvelle édition est particulière puisqu'elle marque le retour du Grand Prix d'Alger après 9 ans d'absence. 92 cyclistes participeront à ce rendez-vous dont 45 à 50 Algériens représentant des clubs et des sélections », a-t-il affirmé lors d'un point de presse tenu au complexe sportif Ahmed Ghermoul (Alger-Centre). Cinq sélections seront présentes à cette manifestation sportive, « il s'agit de l'Espagne, du Maroc, des Emirats arabes unis, de la Libye et de la Syrie avec deux équipes, en plus de quatre clubs algériens en l'occurrence le GS Pétroliers, Club Sovac, l'Atlas Blidéen et l'AS Sûreté nationale ainsi que trois équipes régionales représentant Alger, l'Est et l'Ouest », a souligné Daoud Messaoud. « A partir de l'année prochaine, le Grand Prix d'Alger sera inscrit dans le calendrier de l'Union cycliste internationale (UCI), ce qui va permettre aux participants d'enregistrer le maximum de points dans l'optique d'améliorer leur classement mondial », a révélé le président de la Ligue d'Alger à propos de ce rendez-vous. Interrogé sur les circuits choisis pour le déroule-

ment de ce Grand Prix, Daoud Messaoud a souligné qu'« il a été question d'éviter les routes encombrées pour mettre les coureurs dans les meilleures conditions possibles, ce qui nous a poussés à choisir des tronçons au niveau de Blida et Tipasa ». Plusieurs coureurs algériens de renom participeront à ce rendez-vous à l'image d'Azzedine Lagab et Yacine Mansouri (GS Pétroliers) et d'Abderrahmane Mansouri (Club Sovac), en plus du Marocain Essaïd Abeluouache. Ancien cycliste, Daoud Messaoud a affirmé que la période d'organisation de cet événement a été choisie pour « la faire coïncider avec la célébration du 63<sup>e</sup> anniversaire du déclenchement de la glorieuse guerre de Libération. Nous avons pris toutes nos dispositions, en compagnie de la wilaya d'Alger et la Direction de la jeunesse, des sports et des loisirs (DJSL) pour faire de ce rendez-vous de la petite reine une véritable réussite », a-t-il conclu. De son côté, l'ancien coureur Tahar Lagab a indiqué que « le Grand Prix d'Alger sera une occasion pour découvrir de jeunes talents qui auront, pourquoi pas, à représenter à l'avenir l'Algérie au niveau international. L'objectif également est de préparer les différentes équipes nationales en vue des compétitions continentales et arabes ».

## Handball / Championnat d'Afrique des clubs (Dames) Le GSP à la 6<sup>e</sup> place

LE REPRÉSENTANT algérien du GS Pétroliers s'est contenté de la 6<sup>e</sup> place au classement final du Championnat d'Afrique des clubs champions de handball (dames), à l'issue de sa défaite devant son homologue ivoirien de Bandaman sur le score de 25-24 (mi-temps : 12-12) en match de classement disputé dimanche à Nabeul (Tunisie). Le Sept pétrolier avait

remporté samedi son premier match de classement contre les Congolaises du HC Vainqueur (26-22). Dans l'autre match de classement (3<sup>e</sup>-4<sup>e</sup> places), les Camerounaises de FAP l'ont emporté devant les Congolaises d'ABO Sport par 31-24. La finale du tournoi, opposera dimanche, l'AS Sfax (Tunisie) aux Angolaises de Primeiro de Agosto, tenantes du titre.

## Supercoupe d'Algérie/ESS-CRB demain à Hamlaoui (Constantine) L'Aigle Noir et le Chabab pour la suprématie

■ La supercoupe d'Algérie qui opposera le champion d'Algérie en titre, l'Entente de Sétif, au détenteur de la Coupe d'Algérie, le CR Belouizdad, demain soir au stade du chahid Hamlaoui de Constantine, s'annonce palpitante, sachant que les deux formations souhaitent prouver leur suprématie.

Par Mahfoud M.

Les Sétifiens reviennent en force ces derniers temps, surtout avec ce succès à l'extérieur face au MC Oran qui leur permet de garder le contact avec le groupe de tête et de rester dans la course au titre qu'ils aspirent à garder pour la deuxième saison de suite. Les pouillains de Madoui savent ce qui les attend et sont désireux, dans le même temps, de marquer l'histoire de l'Entente en ramenant un autre titre à la formation phare des Hauts-Plateaux. Certes, la mission s'annonce très difficile, mais les Noir et Blanc sont prêts pour un autre exploit, sachant qu'ils ont rarement raté une finale sauf justement celle de l'année dernière face au CRB en Coupe d'Algérie, perdue lors des ultimes moments de la rencontre. Les Sétifiens considèrent donc cette rencontre comme une revanche qu'ils veulent prendre sur leur adversaire du jour qui les avait privés du doublé la saison dernière. Ils se présenteront donc avec une grande détermination pour l'emporter et prendre le pre-



Sétifiens et Belouizdadiens convoitent cette Coupe

mier titre de la saison. Pour le Chabab, ce match s'annonce compliqué et est mal venu surtout avec la situation compliquée que vit le club, miné par les problèmes. Il faut savoir que les joueurs attendent depuis un long temps de recevoir leur dû que le président Bouhafis refuse de leur octroyer sous prétexte que les caisses du club sont vides. Cette situation avait généré une action des joueurs qui ont

fait grève et ont boycotté les entraînements par deux fois. La situation s'est encore compliquée avec le carton pris en championnat face au voisin de l'USMA, avec le score sans appel de (4/0). Mais les coéquipiers de Naâmani tenteront quand même de faire honneur aux supporters qui les soutiennent malgré cette situation difficile.

M. M.

## Leicester City Puel souhaite le maintien de Mahrez

Le nouvel entraîneur français de Leicester City (Premier league anglaise de football), Claude Puel, a exprimé son désir de voir le milieu offensif international algérien Riyad Mahrez poursuivre son aventure avec les « Foxes », alors qu'Arsenal s'est positionné pour l'engager lors du mercato d'hiver. « Ça ne tient qu'à moi de donner envie à ces joueurs de rester en pratiquant un bon football. Je dois les attirer, les séduire. Reste à savoir si cette opération séduction a des chances d'aboutir », a affirmé Puel, cité dimanche par la pres-

se locale. Champion d'Angleterre sous les ordres de l'ancien coach de Leicester l'Italien Claudio Ranieri en 2016, Riyad Mahrez est sous contrat jusqu'en 2020. L'ailier algérien de 26 ans, convoité l'été dernier par plusieurs formations européennes, a été contraint de rester à Leicester alors qu'il avait annoncé son souhait de quitter le club anglais. Après une saison étincelante marquée par 17 buts en Premier league et un titre de champion, la forme de l'attaquant algérien a baissé la saison dernière (6 buts) et le club n'a

terminé que 12<sup>e</sup> du championnat, parvenant néanmoins à se qualifier pour les quarts de finale de la Ligue des champions et ce, pour sa première participation dans cette épreuve. Formé au Havre (France), Mahrez s'était engagé avec Leicester en janvier 2014. Six mois après, il accède avec les « Foxes » en Premier league. Puel a été nommé mercredi à la barre technique de Leicester en remplacement de l'Anglais Craig Shakespeare, démis de ses fonctions pour mauvais résultats.

## Belenenses Yebda s'illustre face à Moreirense

L'ex-international algérien du club portugais de Belenenses, Hassan Yebda, a contribué samedi soir à la victoi-

re de son équipe contre Moreirense (3-0) pour le compte de la 10<sup>e</sup> journée du championnat local, avec un but et une

passé décisive à son actif. Le milieu offensif de 33 ans a commencé par servir Boubou, pour l'ouverture du score à la 22', avant de profiter d'une belle passe de Viana, pour inscrire lui-même le deuxième but à la 52'. Yebda, qui a démarré ce match comme titulaire a, par la suite, cédé sa place à Roni (78') et c'est ce dernier qui a clôturé le festival de buts, en plantant la troisième et dernière banderille à la 88', sur une passe d'Oliveira. Deux autres Algériens étaient concernés par ce match, à savoir Billel Aouachira et Hichem Belkaroui, qui évoluent sous les couleurs de Moreirense. Le premier était titulaire, alors que le second a été laissé sur le banc.

## Grand Prix de Tizi-Ouzou d'automobile Une quarantaine de pilotes attendus

LE GRAND Prix de Tizi-Ouzou d'automobile sera organisé mercredi dans la ville des Genêts avec la participation d'une quarantaine de pilotes, a-t-on appris dimanche de la direction locale de la jeunesse et des sports (DJS). Les courses se dérouleront dans les catégories R1, R2, R3, R4, R5 et VHC, selon la fiche technique de cet événement sportif. Les compétiteurs prendront le départ du musée

du centre-ville de Tizi-Ouzou qui est aussi le point d'arrivée de ce circuit de vitesse d'une longueur de 1,2 km. Le GP de Tizi-Ouzou est organisé en collaboration avec la Ligue d'Alger des sports mécaniques, dans le cadre de la célébration du 63<sup>e</sup> anniversaire du déclenchement de la guerre de Libération nationale, le 1<sup>er</sup> novembre 1954, a-t-on souligné à la DJS.

# LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

## Sidi Bel-Abbès

### Saisie de 16 kg de kif traité à Sidi Ali Boussidi

LES ÉLÉMENTS de la Gendarmerie nationale ont opéré, dernièrement, la saisie de 16 kg de kif traité sur l'autoroute Est-Ouest au niveau de Sidi Ali Boussidi (Sidi Bel-Abbès), a-t-on appris hier de source sécuritaire. Cette quantité de drogue a été saisie lors d'un barrage de contrôle, lorsque la fouille de deux véhicules touristiques a permis de découvrir la drogue à bord de l'un, tandis que l'autre servait d'éclairer. Ces deux véhicules venaient de la wilaya de Tlemcen en partance vers l'est du pays. Trois personnes âgées de 25, 26 et 43 ans ont été arrêtées dans cette opération et déferés devant la justice qui les a placées sous mandat de dépôt. L. O.

## Boumerdès et Aïn Defla

### Cinq éléments de soutien aux groupes terroristes arrêtés

CINQ éléments de soutien aux groupes terroristes ont été arrêtés dimanche à Boumerdès et Aïn Defla par des détachements de l'Armée nationale populaire, indique hier le ministère de la Défense nationale dans un communiqué. «Dans le cadre de la lutte antiterroriste et grâce à l'exploitation efficace de renseignements, des détachements de l'ANP ont arrêté, le 29 octobre 2017, cinq éléments de soutien aux groupes terroristes à Boumerdès et Aïn Defla», précise la même source. D'autre part et

dans le cadre de la lutte contre la criminalité organisée, des éléments de la Gendarmerie nationale ont intercepté, à Biskra/4<sup>e</sup> RM et Tlemcen/2<sup>e</sup> RM, «un contrebandier à bord d'un camion chargé de 43,2 quintaux de tabac, et un narcotraffiquant en sa possession 814 comprimés psychotropes», tandis que «42 immigrants clandestins de différentes nationalités ont été appréhendés à Tlemcen, Béchar, Adrar, Ghardaïa et In Amenas». R. N.

## Armée

### Gaïd Salah visite des établissements relevant de la Direction des transmissions

LE GÉNÉRAL de corps d'armée, Ahmed Gaïd Salah, vice-ministre de la Défense nationale, chef d'état-major de l'Armée nationale populaire, effectuera aujourd'hui une visite de travail au niveau de certains établissements relevant de la Direction centrale des transmissions et des systèmes d'information, indique un communiqué du ministère de la Défense nationale. Cette visite, qui entre dans le cadre du «suivi

de l'exécution des programmes de développement des différentes composantes de l'Armée nationale populaire», sera une occasion durant laquelle le général de corps d'armée procèdera à «l'inauguration d'une usine de production de la fibre optique et des câbles à fibre optique, ainsi que des chaînes de montage des équipements radio et commutation», précise-t-on de même source. R. N.

## Espagne

### Le parquet requiert des poursuites pour «rébellion» contre l'exécutif catalan

LE PROCUREUR général de l'Etat espagnol a annoncé hier avoir requis des poursuites notamment pour «rébellion» contre les membres du gouvernement catalan destitués, accusés d'avoir provoqué la crise institutionnelle ayant mené à une déclaration d'indépendance. La «plainte contre les membres du gouvernement (exécutif catalan) a été présentée devant l'Audience nationale», à Madrid, et vise aussi des faits de «sédition, malversation et prévarication». Il appartiendra à ce tribunal chargé des dossiers les plus sensibles de décider si elle est recevable. Le procureur estime que «les principaux responsables politiques de la Généralité de Catalogne (exécutif) ont entraîné, avec leurs décisions et leurs agissements, une crise institutionnelle

qui a débouché sur la déclaration unilatérale d'indépendance» du 27 octobre. Dans sa plainte, il demande qu'ils soient convoqués «de manière urgente» et qu'ils soient arrêtés s'ils ne se présentent pas. Ce sera à la juge de garde hier, Carmen Lamela, déjà saisie dans un autre dossier lié à l'indépendantisme catalan, de décider si elle accepte d'être saisie et s'il y a lieu d'inculper les personnes visées. La juge peut retenir toutes les charges requises ou seulement certaines d'entre elles. La rébellion est la plus grave de toutes car elle peut déboucher sur des peines de prison de 15 à 30 ans, autant qu'un assassinat ou un acte de terrorisme. Dans le cas de la sédition, et s'agissant de représentants des autorités, la peine peut atteindre 15 ans. R. I.

UI SA D'ÉTUDE  
L'INSTITUT FRANÇAIS D'ALGER PRIS D'ASSAUT PAR LES ÉTUDIANTS



Loumis

Djalou@hotmail.com

## Oran /Près de l'Île Plane

Loumis

### Renflouage d'un filet fantôme long de 190 m

■ Des plongeurs de l'association écologique marine Barbarous ont réussi à renflouer la moitié d'un filet fantôme mesurant plus de 190 m, qui continuait à tuer des poissons près de l'Île Plane, dans la corniche oranaise, a-t-on appris, hier, du secrétaire général de l'association.

Par Slim O.

L'équipe constituée de huit plongeurs a passé vendredi dernier près de 6 heures sous l'eau, pour renflouer la moitié de ce filet fantôme long de 190 m, qui a demandé un effort physique important des plongeurs, a précisé Amine Chakouri. «Après 6 heures passées sous l'eau, les plongeurs étaient exténués. Il leur était impossible de faire davantage»,

a-t-il souligné, ajoutant qu'une deuxième mission est prévue pour vendredi prochain pour renflouer la moitié restante. Le filet fantôme, localisé à 8 miles marin de l'Île Plane dite Paloma, se trouvait à une profondeur variant entre 20 et 30 m et continue à capturer des poissons, des espèces benthiques (de fonds) notamment, a-t-il encore noté. Ces filets sont souvent entraînés, emportés par les courants pour finir au fond de la mer.

Ils constituent de véritables pièges tuant les poissons et asphyxiant les espèces végétales, déplore le même responsable, tout en notant que les plongeurs de l'association ne sont pas à leur première mission du genre. «C'est presque une routine pour nous», a-t-il noté, indiquant que des dizaines de filets fantômes ont été renfloués ces dernières années, un peu partout sur le littoral oranais.

S. O./APS

## Sous l'enseigne Protea Hotels du groupe Marriott

### Ouverture demain de l'ex-hôtel Panoramic

L'ANCIEN hôtel Panoramic de Constantine, passé sous l'enseigne Protea Hotels de la chaîne international Marriott, sera ouvert, demain 1<sup>er</sup> novembre, a indiqué à l'APS Bachir Belouahem, assistant auprès de la Société d'investissement hôtelier (SIH), maître d'ouvrage délégué. Ce même responsable a affirmé que le choix de la date hautement symbolique du 1<sup>er</sup> novembre pour l'ouverture du désormais ex-Panoramic n'est pas fortuite, d'autant que cet établissement hôtelier représente l'une des structures les plus «emblématiques» de la ville de Constantine après l'hôtel Cirta. Fermé en juillet 2014 dans le cadre d'une opération de réhabilitation, le Protea Hôtel de Constantine, classé trois étoiles, a subi un toilettage en profondeur pour être conforme aux standards internationaux ainsi que des réajustements visant à le mettre en conformité avec les normes des établissements hôteliers relevant du groupe Marriott, a-t-il affirmé. Selon cette même source, la bâtisse qui menaçait ruine a été consolidée avec une charpente métallique ainsi que des fibres de carbone, un matériau robuste et très coûteux, en sus d'une mise en conformité de la structure aux normes de sécurité anti-incendie, inexistantes auparavant. L'ex-Panoramic compte 6 étages, 72 chambres, dont 6 suites et 2 chambres pour les personnes à mobili-

té réduite, situées au 1<sup>er</sup> et au 2<sup>e</sup> étages de l'hôtel, en plus d'une salle pour les banquets, un restaurant, une cafétéria, une salle de fitness et deux hammams, une salle destinée aux femmes et l'autres pour les hommes, a-t-il détaillé. Ce même responsable a, par ailleurs, ajouté que l'hôtel a été doté de trois ascenseurs, d'une cage d'escaliers de secours ainsi qu'une chaudière ultramoderne. L'opération de réhabilitation de cet hôtel a nécessité une enveloppe financière de 4,65 milliards de DA, englobant également les frais de formation, le budget du personnel hôtelier et le montant de l'indemnisation (en cours) de l'ancien personnel de l'hôtel, dont une partie a exprimé, a-t-il souligné, sa volonté de partir. S'agissant de l'hôtel Cirta, M. Belouahem a fait savoir que les travaux avancent bien et que toutes les contraintes ont été levées, ajoutant qu'il ne subsiste plus que l'écueil du stationnement anarchique de certains chauffeurs de taxi et autres clandestins qui squattent l'espace jouxtant l'entrée principale de l'infrastructure. Il a soutenu, en outre, que l'ouverture de l'hôtel Cirta, actuellement en rénovation et qui passera sous l'enseigne Autograph Collection du groupe Marriott, pourrait avoir lieu le 5 juillet 2018 ou le 1<sup>er</sup> novembre de la même année, et ce, en fonction de l'achèvement des travaux. Halim N.